

# A Guéret, demain → Manif des services publics

**DIX ANS APRÈS...** ■ Syndicats, collectifs, partis de gauche... ils espèrent 10.000 personnes et tant d'autres choses

## Qu'attendent-ils de cette grande manif ?

Ils attendent, déjà, 10.000 personnes dans les rues de Guéret. Sur tout, ils espèrent que la lutte, entamée il y a dix ans avec la grande manifestation du 5 mars 2005 achèvera sa maturation mobilisatrice. Après des jeunes notamment. Tour d'horizon d'un samedi qui enchante déjà.

Éric Donzé

eric.donzé@centrefrance.com

**D**epuis le 5 mars 2005, ils ont continué à s'accrocher. Collectifs, associatifs, militants politiques et syndicaux... Plantant leurs banderoles sur les écoles menacées, les postes que l'on ferme, les hôpitaux que l'on ampute... ils ont été de tous les combats des services publics en Creuse. Des survivants ? Eux se voient, au contraire, comme des pionniers. À l'avant-garde d'un combat dont ils attendent de prompts renforts, samedi.

**1 Laurence Pache, Parti de gauche** « En 2005 nous avions remporté une bataille, celle du non au traité constitutionnel européen. Aujourd'hui encore, il y a un potentiel pour la mobilisation, une envie de construire autre chose que cette mondialisation néolibérale. Les services publics, c'est la défense d'un bien commun ».

**2 Pierrette Bidon, EELV.** « Nous sommes entrés dans un siècle où il va se passer des choses de choses terribles sur l'environnement. Et bien sûr, ce seront les pays pauvres qui trinqueront le plus



COLLECTIF. Militants syndicaux, politiques, associatifs... ils attendent de prompts renforts, samedi. PHOTO : MICHÈLE DELPY

fort et le plus tôt. Dans les pays riches, ce seront surtout les plus faibles qui seront en première ligne. Il faudra des mesures contraignantes que seuls les services publics, et jamais le privé, pourront imposer. Des choses constructives, aussi, qui mobilisent dans tout le pays comme les forums Alternatiba qui, en proposition, offrent d'autres solutions ».

**3 Michel Cotton, CGT Sécurité sociale.** « À la Sécurité sociale, on a vu l'attaque contre le service public est sournoise. On supprime des plages d'accueil pour renvoyer le public et on les renvoie à de futures Maisons des services publics qui, dans des bureaux de postes relais, feront se mêler l'acheminement du courrier et les rembourse-

ments maladies. En vérité, tout comme la réforme territoriale qui vient d'être conduite, on éloigne l'usage du centre de décision, le citoyen des lieux de pouvoir ».

**4 Cathy Jean (Collectif 4-2C2A)** « Il y a dix ans, nous avons vécu l'émergence de quelque chose d'un peu intellectuel, de pas si évident que cela pour l'ensemble de la population, de mal expliqué voire occulté par les grands médias. Depuis, d'autres moyens de passer le message ont émergé, notamment auprès de moi les jeunes. Ils s'investissent, réfléchissent, agissent... Certes, pas dans la politique dans laquelle ils n'ont pas confiance. Mais, autrement, ils font de la politique, ont une cons-

cience, un discours politique qui passe par le monde associatif et les réseaux sociaux. Il y a l'énergie d'un élan formidable parmi eux. C'est ce que j'attends de ressentir samedi ».

**5 Philippe Madec, (CGT Finances publiques), Bien-être** « Plus d'accueil physique l'après-midi dans les petites trésoreries, plus la possibilité de payer en liquide. On veut le prélèvement à la source, c'est-à-dire confier la levée de l'impôt aux entreprises... Est-ce bien prudent au regard de la fraude aux charges sociales qui existe ? Ce que j'attends, c'est qu'on réagisse enfin ».

**6 Philippe Richert, (Cheminots retraités)** « Les cheminots, en Creuse, ils étaient 240 en 1986 et

luttant tous ensemble sur la totalité du tracé qu'on aurait pu conserver la Bordeaux-Lyon et qu'on peut gagner notre combat ».

**7 Stéphane Pipeau (FSU).** « Le CNR, au sortir de la Guerre, a créé la fonction publique pour qu'elle soit garante de la cohésion sociale. C'est De Gaulle qui a voulu ça. Et que je sache, ce n'était pas un gauchiste. Aujourd'hui, les réformes proposées sont toutes dans la rupture de l'égalité : les rythmes scolaires qui divisent les communes qui ont les moyens du périscolaire et les autres. La réforme territoriale qui fonde des métropoles et relègue la ruralité. La réforme du collège qui, sous principe d'autonomie, renverra à leurs faiblesses les établissements déjà en difficulté ».

**8 Vincent Nguyen (NPA)** « Le plus terrible dans la manière dont sont attaqués les services publics, c'est le fatalisme des décideurs pour l'avenir des territoires ruraux. En appliquant sans discontinuer des logiques comptables fixant qu'on n'est plus assez nombreux pour mériter autant, il y a une négation qu'on pourrait aménager le territoire afin d'y faire revenir la population. Une politique volontariste assurant que ceux qui veulent venir trouveront, ici, les mêmes services qu'ailleurs. A contrario, on fait le choix, jamais dénoncé, d'empiler les gens dans des métropoles ».

## « Faire dans la majorité ce que l'on avait dit dans l'opposition »

**Michel Vergnier, le député maire socialiste de Guéret, avait été l'un des porteurs de la loi sur le bouclier rural. Il participera à la manifestation, samedi.**

■ **Dix ans en arrière, comment analysez-vous cette décennie de lutte pour les services publics ?** La Creuse continue à être le département symbole de la défense des services publics. Sans oublier qu'en dix ans les choses ne se sont pas tant détériorées, notamment avec l'hôpital public. Mais il reste, et cela détermine le problème des services publics, à régler le problème de la présence médicale. Sur les transports, on va réussir à sauver la ligne Paris-Toulouse. Voir à la conforter sinon l'améliorer. Sur l'éducation nationale, on connaît une période difficile en raison de la chute démographique des élèves. C'est pourquoi je suis persuadé que



MICHEL VERGNIER. « Il faut continuer à se battre pour les services essentiels », affirme le maire de Guéret qui sera moins bien entouré, samedi, qu'il ne l'était en 2005 avec, à l'époque, François Hollande et Ségolène Royal. PHOTO : MICHÈLE DELPY

l'on doit réfléchir à une nouvelle organisation de la mise en réseau des écoles. Il n'empêche qu'on garde des conditions d'enseignement correctes, avec un taux d'encadrement des élèves qui n'a pas subi de dégradation ces dix dernières années. Même s'il a fallu être vigilants

rural ? Au congrès de Poitiers, dans une intervention que j'avais prévue, je rappelais que le meilleur moyen d'être crédible politiquement, c'est de faire dans la majorité ce que l'on avait dit dans l'opposition. Opposants, à l'Assemblée nationale, nous avions proposé la loi sur le bouclier rural que la majorité de droite avait bien sûr rejetée. Aujourd'hui, des choses ont été reprises, comme les temps d'accès aux services d'urgence de santé, ce qui nous a permis de réorganiser et de moderniser les urgences dans le sud creusois.

■ **Mais cette loi, sur le bouclier rural, est-elle abandonnée par la majorité ?** J'espère qu'elle sera redéposée et elle n'est toujours pas à l'ordre du jour. Il y a eu une loi d'orientation sur la ville, j'estime

cer... Mais cela vient, nous nous engageons, dans le texte du Bouclier rural, sur le numérique et voilà qu'on fixe des objectifs du haut débit partout en 2020 ! Il faut continuer à se battre pour les services essentiels.

■ **Services essentiels, c'est que certains ne le sont pas ?** Le conseil d'administration de l'Association des maires de la Creuse a donné un avis favorable à la Poste pour qu'elle fasse de bureaux de poste creusois des Maisons de service public. Toutes les tendances politiques ont dit OK. Ainsi, à Royère, est-ce qu'il faut se battre pour la tréso-rie de Royère ou, s'il y a une MSP, s'assurer que le service du Trésor public y soit assuré ? Si on arrive à avoir un service à la population équivalent à ce qu'il était, doit-on s'entêter sur des choses qui n'aboutiront pas. ■